

l'école

démocratique

Publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°37, mars 2009 • 3 euros

Combattre Combattre l'homophobie l'homophobie



✿ Pour une
école ouverte
Pour une
à la diversité
école ouverte
à la diversité

sommaire

ÉDITO: LES INSCRIPTIONS SCOLAIRES

PAGE 3

DOSSIER: COMBATTRE L'HOMOPHOBIE À L'ÉCOLE

PAGE 4

MIXITÉ: UNE ENQUÊTE FANTASISTE

PAGE 15

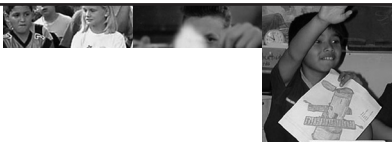
CUBA: UN ENSEIGNEMENT HORS CONCOURS

PAGE 17

LIRE: SAVIANO ET GATTI

PAGE 28





l'école démocratique

**Avenue des Volontaires 103, Bte 6
B-1160 Bruxelles**

Tél.: +32 (02) 735 21 29

Courriel: aped@ecoledemocratique.org

Site: www.ecoledemocratique.org

*Une publication trimestrielle de l'Appel
pour une école démocratique (Aped).*

Existe également en néerlandais.

Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico

Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe

Schmetz, Hugo Van Droogenbroek.

Maquette et mise en page: jean-marie gilson

Abonnements

Abonnement simple: 10 euros

Abonnement + affiliation: 12 euros
(ou plus, selon vos moyens).

Mode de paiement

Belgique: virement bancaire au compte

000-0572257-54 de l'Aped.

France: nous envoyer un chèque

au nom de Nico Hirtt.

Articles

*Les articles ou propositions d'articles
doivent nous parvenir par e-mail,
au format RTF, OpenOffice ou Word.*

*Le Comité de rédaction se réserve le droit
d'abrégier les articles, d'y apporter des
corrections mineures et d'en modifier les
titres et intertitres.*

Droit de copier

*Les textes publiés ici peuvent être librement
diffusés et reproduits par quelque moyen
que ce soit. Nous vous prions cependant
d'en mentionner clairement l'origine
et d'indiquer au moins un moyen de
contacter l'Aped (adresse, téléphone ou
e-mail). Merci de nous faire parvenir un
exemplaire de toute publication reprenant ou
citant des extraits de l'École Démocratique.*



l'Aped se bat afin que tous les jeunes
accèdent par un enseignement public,
gratuit et obligatoire, aux savoirs qui
donnent force pour comprendre le monde
et pour participer à sa transformation.
*Une farde de présentation de l'Aped,
comprenant notre texte de base,
est disponible sur simple demande.*

Éditorial...



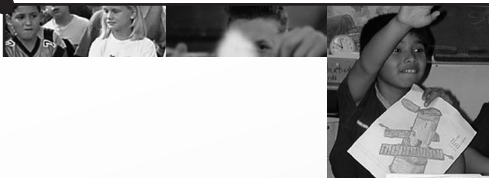
Inscriptions scolaires : il existe une solution juste et efficace !

Dans le cadre de la problématique des inscriptions scolaires en 1^{ère} année de l'enseignement secondaire, l'Appel pour une école démocratique (Aped) tient à rappeler que ce problème n'est pas nouveau : les inscriptions multiples et les manques de place (particulièrement en Brabant wallon) existaient bien avant le décret «mixité sociale». Celui-ci n'a fait que les concentrer dans le temps et les médiatiser à l'extrême. S'il y a néanmoins davantage de doubles inscriptions aujourd'hui qu'hier, la responsabilité en revient entièrement à des associations irresponsables qui ont choisi d'encourager les parents dans la voie d'un comportement incivique.

L'Aped souligne que ni le décret «mixité», ni le plan «Charlemagne» de la FAPEO, ni la «solution» démagogique des porte-parole de l'asbl ELEVEs - laisser choisir les parents - n'apportent de réponse à la question la plus fondamentale : comment mettre fin à l'apartheid social qui fait la honte de notre système éducatif dans le monde entier ?

Pour résoudre le double problème de la ségrégation sociale et de l'anarchie des inscriptions scolaires, l'Aped préconise la mise en place d'une gestion centralisée des inscriptions où l'on commencerait par proposer d'emblée une école à chaque élève, mais sans obligation. Un tel système permettrait d'assurer une place à chacun, il rendrait possible une organisation pro-active de la mixité sociale, il interdirait toute double inscription et il garantirait néanmoins le respect intégral du libre choix des parents.

Nico Hirtt



Combattre l'homophobie à l'école

Par Philippe Schmetz

L'Appel Pour une Ecole Démocratique devait apporter sa contribution au combat contre l'homophobie. Ce dossier - bientôt disponible aussi sur le site internet - y participera. Nous proposerons par ailleurs un atelier sur la question des « genres » lors de nos «six heures pour l'école démocratique », le 17 octobre.

Nous nous battons afin que chaque jeune puisse acquérir les savoirs et les compétences qui donnent force pour comprendre le monde et pour participer à sa transformation vers plus de justice. Nous ne pouvons tolérer l'homophobie car elle est une insulte à l'intelligence. Nous ne pouvons la supporter car elle est - avec les autres imbécillités que sont le racisme et le sexisme - source d'inégalité, précisément dans la sphère dont nous nous occupons : l'école.

Minorisés, étiquetés, stigmatisés, harcelés et discriminés, les lesbiennes, gays, bi et transgenres (LGBT) - et leurs proches, mais aussi les hétéros soupçonnés d'être homos - souffrent dans le système scolaire. Elèves comme membres du personnel. S'il n'existe, à notre connaissance, aucune étude quantitative à propos de l'im-



.....

pact de l'homophobie sur la scolarité - du moins en Belgique -, les enquêtes qualitatives ne manquent pas et révèlent toutes cette triste réalité. Les plus terribles et éclairantes ont trait au taux de suicides des jeunes LGBT.

L'école peut - et doit - être un des lieux où se travaille la perception de l'homosexualité. Le sujet y vient régulièrement sur le tapis. En classe, des élèves posent des questions à son sujet, nous sommes confrontés à l'expression des clichés, moqueries, blagues et insultes homophobes. Et c'est précisément parce que la perception de l'homosexualité est culturelle (1) qu'elle peut être traitée dans l'enseignement.

Alors, même si le sujet est délicat et passionnel, il revient aux enseignants d'ouvrir des brèches, des fenêtres, dans les raisonnements les plus obtus, de montrer que certains adultes voient les choses autrement. Il faut « déconstruire les stéréotypes ». Par la même occasion, nous conforterons dans leur approche positive les jeunes les plus ouverts. Et nous manifesterons aux jeunes LGBT et/ou en questionnement sur leur orientation affective et sexuelle, présents dans nos salles de cours, une reconnaissance et une solidarité explicites, de nature à renforcer leur confiance.

A condition, toutefois, de ne pas nous en tenir à des considérations basées sur le seul affect (« tu fais de la peine au jeune dont tu te moques ») ou à des propos moralisateurs (« ce n'est pas bien, tu sais », gros doigt et regard sévère à l'appui). L'école est avant tout chose l'institution où l'on instruit, où l'on apporte des contenus, des informations, des perspectives historiques, scientifiques, philosophiques, etc.

Enfin, surtout, surtout, ne faisons pas de ce sujet un tabou. Un tabou qui reviendrait à reconnaître implicitement que l'homosexualité serait malsaine et poserait problème.

Non, osons l'aborder, en parler, la banaliser, en faire dans l'esprit d'un maximum de personnes ce qu'elle est : une réalité parmi d'autres.

(1) *Atlas du Monde diplomatique 2003*, p. 83, « comment les mères françaises perçoivent l'homosexualité de leurs enfants », évolution de 1973 à 2000, sondages SOFRES. Où l'on voit une très nette évolution dans l'acceptation du fait d'avoir un enfant homo.



Combattre l'homophobie



Pour une école ouverte à la diversité

**Au commencement,
il y a l'injure...
"Sale pédé",
"Sale gouine"⁽¹⁾**

Par Paul Wernerus

2

Bien qu'au point de vue juridique l'égalité des droits entre les hétéros et les LGBT (2) ait beaucoup progressé ces dernières années en Belgique, l'hétérosexisme et l'homophobie sont encore trop répandus, particulièrement à l'école (3). En effet, et toutes les études le montrent, l'école est le premier lieu d'insécurité des jeunes LGBT, qui peuvent y être victimes d'homophobie, surtout de la part des pairs mais aussi de l'institution elle-même ou de ses représentants (encadrement, administration...), qu'elle se présente sous la forme d'intimidation, de harcèlement, de rejet, d'agressions verbales, de violences physiques (corporelles ou envers les effets personnels : vols, détériorations).

Des conséquences plus graves qu'il n'y paraît

La pression homophobe a pour conséquences :

- une baisse de l'estime de soi,
- un mal-être pouvant aller jusqu'à la dépression,
- de la révolte,
- des idées suicidaires,
- une baisse des résultats scolaires, allant parfois

jusqu'à l'échec,

- des conduites à risques tels que la consommation de médicaments et de drogues, des tentatives de suicide et des suicides réussis (3 à 6 fois plus élevés que chez les hétéros (4)),
- de l'absentéisme (de 2 à 4 fois plus élevé que chez les hétéros (5)) pouvant aller jusqu'au décrochage scolaire; ces jeunes quittent alors l'école plus tôt avec peu de qualification (6).

Une remarque ou une réflexion prononcée négligemment ou ironiquement par un élève ou un prof à l'encontre d'un élève gay, sans aller nécessairement jusqu'à la véritable injure, peut être lourde de conséquences, surtout à l'adolescence, période où se construit l'identité. Plus simplement encore, le professeur qui soupire en levant les yeux au ciel et en haussant les épaules face à un élève en difficulté, ne l'aura certes pas insulté directement. Mais toute la classe aura été confortée dans sa pensée, entretenue par des rumeurs, que cet élève est faible, voire nul, parce qu'il est homosexuel.

Benoît ROOSENS, de CGé (7), rappelle que la formation initiale et continue des enseignants sur toutes les questions de genre est indispensable pour les conscientiser et leur apprendre à réagir et à ne pas reproduire les stéréotypes (interaction avec les élèves, matériaux pédagogiques...) Dans le même sens, Didier ERIBON décrit comment la société impose une identité négative par l'injure. Pour le jeune, la seule solution en vue d'un épanouissement personnel est de se reconstruire une identité positive, reconstruction qui passe souvent par la ville et la rencontre avec d'autres homos (associations, quartiers gay trop souvent caricaturés en ghettos, bars ou boîtes gay toujours assimilés à des lieux de vice... Voir son chapitre «La ville et le discours conservateur» (8)).

Une question taboue ?

Bien sûr, même pour un hétéro, l'adolescence peut être difficile. Certains diront dès lors que la question de l'homosexualité ne doit pas être abordée à l'école. Nous réfutons cette façon de voir les choses, tant il apparaît que l'homophobie entraîne des difficultés spécifiques.

Ainsi, lorsqu'un jeune se découvre homo à l'adolescence, il se retrouve confronté à un problème supplémentaire par rapport aux ados hétéros : l'absence de modèles homos, les pressions à la conformité hétéro ... Par ailleurs, l'homophobie touche plus de monde qu'on le croit. Il y a évidemment les professeurs et les élèves LGBT. Mais aussi des hétéros, et tout jeune qui



combattre l'homophobie à l'école

ne se comporte « pas comme tout le monde », même temporairement (différences de look, de sensibilité, de voix, de centres d'intérêt, de comportement). Par exemple, une fille qui refuse les avances de garçons ou une autre qui aime le foot est traitée de lesbienne, un garçon peu intéressé par le sport ou efféminé est une tapette, etc. Les amis, les frères et sœurs, et les enfants d'homos, peuvent aussi souffrir d'homophobie. Une enquête des Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) souligne que voir deux gays qui s'embrassent dans la rue choque moins (32%) que d'avoir un parent homo (57%) ou, dans une moindre mesure, un frère homo (36%). On se rend compte dès lors du malaise que peuvent vivre les frères ou les enfants de personnes homosexuelles.

Autre raison de traiter la question à l'école : le taux de tentatives de suicide ou de suicides dépend directement de la souffrance liée à l'homophobie, taux plus élevé encore chez les lesbiennes que chez les gays (Saewyc et al. 2007).

On ne peut rejeter la question de l'homophobie dans la seule sphère privée, car elle dépasse le problème psychologique individuel de l'adolescent. C'est au contraire une question sociale, comparable à toute forme de discrimination, comme le racisme (9) ou le sexisme... À cet égard, il est à noter que les lesbiennes sont victimes d'une double discrimination puisqu'elles appartiennent à deux groupes socialement considérés comme inférieurs, parfois même par les gays eux-mêmes.

Autre double discrimination : les jeunes homos de l'enseignement professionnel, parce que cette filière concentre des jeunes de milieux défavorisés et parce que l'acceptation de l'homosexualité y est plus faible que dans le général (enquête des FPS) (10).

L'homosexualité n'est pas le problème

En fait, l'homosexualité n'est pas un problème en soi, c'est son acceptation sociale qui pose problème. À cet égard, les résultats de l'enquête des FPS sont révélateurs : la plupart des personnes sondées déclarent ne pas avoir de problème avec l'homosexualité, mais n'accepteraient pas d'avoir un enfant homosexuel.

L'école ne remplit pas son rôle et ne rencontre pas les objectifs définis par l'APED : elle reste un instrument de reproduction sociale, alors qu'elle doit lutter contre la pression à la conformité et les inégalités subies par les jeunes homos. À ce propos, il faut tordre le cou à un des arguments les plus répandus du discours conservateur, à savoir que seule l'hétérosexualité serait « naturelle » et donc « saine ». Certains vont même jusqu'à dire que la seule famille légitime serait : un papa, une maman et des enfants.

Nous ne pouvons adhérer à une telle vision, plus que simpliste, quand on se rend compte de la complexité des comportements sociaux humains qui doivent être resitués dans une perspective historique et analysés sur les plans philosophique et politique. Dans le cadre limité de cet article, nous ne pouvons pas développer davantage, mais nous vous renvoyons à toute la littérature sur le sujet (à commencer par Didier ERIBON). Rappelons tout de même qu'un homo ne choisit pas de l'être. Tout ce qu'il est amené un jour à choisir, c'est de s'accepter et de vivre ce qu'il est, en toute dignité, ou de ne pas le faire. Dans le premier cas, il sera confronté à l'homophobie et aux discriminations contre lesquelles tout mouvement progressiste a le devoir de lutter.

Quelques axes pour l'aborder à l'école

Bien que l'homosexualité soit de plus en plus souvent évoquée à l'école, dans certains cours du moins, elle est encore trop souvent abordée de façon négative et envisagée comme un problème et non en vue d'une compréhension de cette réalité et d'un soutien aux jeunes homos (11). En outre, l'homosexualité féminine est largement passée sous silence, comme dans la société en général, où elle est invisible. Citez-nous trois lesbiennes célèbres...

La difficulté d'évoquer l'homosexualité à l'école ou d'y lutter contre l'homophobie se différencie de la question du racisme : le professeur ou l'élève qui réagit contre des propos racistes, même non soutenu par ses pairs, ne sera pas automatiquement discrédité, tandis que le défenseur des gays ou des lesbiennes se verra souvent soupçonné d'être homosexuel lui-même et se verra décrédibilisé, les LGBT appartenant à un groupe inférieur, selon les lois de l'hétérosexisme ; il pourra même être taxé de faire du prosélytisme. Il faut bien sûr pouvoir dépasser ce stade. Pourtant, fort heureusement, lorsque des actions sont entreprises à l'école, des résultats sont obtenus. On pourra en trouver un exemple dans l'entretien avec Nathalie et dans d'autres études, comme celle effectuée par le GRIS-Montréal. Celle-ci rapporte que « selon les jeunes interrogés dans le cadre du 2005 National School Climate Survey américain, ces efforts [de lutte contre l'homophobie] font la différence. Et ils le font d'autant plus lorsque ces initiatives sont appuyées de politiques claires interdisant spécifiquement la discrimination et le harcèlement sur la base de l'orientation sexuelle au sein de l'établissement scolaire » (12).

De toute évidence, la lutte contre l'homophobie est à replacer dans un contexte plus large de lutte contre les discriminations (racisme, sexisme, orienta-

tion sexuelle, ...), avec ses particularités, comme nous l'avons vu. Une lutte efficace nécessitera des matériaux pédagogiques, des formations, et une intégration dans le projet d'école, de manière à ce que tous les acteurs soient impliqués.

Quelques associations LGBT

- Fédération des Associations Gayes et Lesbiennes (FAGL)
- Alliège
- Brussels Gay Sports
- Communauté du Christ Libérateur
- CHE (Cercle Homo Etudiant de l'ULB)
- CHEL (Cercle Homo Etudiant de Liège)
- CHL (Cercle Homo Etudiant de Louvain-la-Neuve)
- Merhaba (lesbigays originaires du Maghreb ou du Moyen Orient)
- Tels Quels (centres à Bruxelles et en Wallonie)
- Ex æquo (prévention VIH / sida)

(1) Citation du livre de Didier ÉRIBON, *Réflexions sur la question gay*, Fayard, 1999. Nous ne saurions trop vous recommander la lecture de ce livre. Sur près de 500 pages, l'auteur développe remarquablement une analyse générale de l'homosexualité sur les plans sociologique, politique, historique et psychologique. C'est une somme indispensable sur le sujet. Ses références sont e.a. Michel FOUCAULT, Pierre BOURDIEU, Jean-Paul SARTRE...

(2) LGBT = lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

(3) Une enquête réalisée en 2005 et 2006 par la Fédération des Centres de Planning Familial des Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) sur La perception de l'homosexualité chez les jeunes de 13 à 21 ans conclut que trois jeunes sur cinq obtenaient un indice faible à très faible sur l'échelle d'acceptation de l'homosexualité. «On ne peut dès lors conclure à une acceptation générale de l'homosexualité.»

(4) Sur le suicide des jeunes LGBT, voir :

- la synthèse de la journée d'études organisée en 2001 par les Facultés universitaires Saint-Louis, *Vulnérabilité des jeunes gays et lesbiennes et risque de suicide - Etat de la question et pistes de prévention* ;
- Michel DORAIS, *Mort ou fif - la face cachée du suicide chez les garçons*.

(5) Selon une étude américaine (Reis et Saewyc, 1999), citée dans le rapport de recherche canadien, *L'homophobie pas dans ma cour !*, du GRIS-Montréal (Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale gaies et lesbiennes).

(6) L'association française SOS-Homophobie a réalisé une

enquête en milieu scolaire disponible sur leur site web. Les conséquences de l'homophobie sont e.a. mal-être, déprime (indiqué par 35 % des répondants), baisse des notes et/ou échec scolaire (24%), révolte (21%).

(7) CGé = ChanGement pour l'égalité, mouvement socio-pédagogique avec lequel collabore régulièrement l'APED.

(8) Voir Didier ÉRIBON, *Réflexions sur la question gay*, déjà cité.

(9) Avec une nuance : le jeune noir sera toujours soutenu au moins par sa famille, ce qui sera moins souvent le cas pour un jeune LGBT.

(10) Voir également les intéressantes analyses de CGé, spécialement dans le n° 170 de la revue *Trace*, les articles de Jacques CORNET :

- L'effaceur d'Anne, sur la double discrimination en rapport avec le genre et la position socialement défavorisée ;
- L'avenir de l'homme a trop d'avance, sur les stéréotypes de genre beaucoup plus marqués dans l'enseignement professionnel.

(11) Une étude belge (Pelleriaux et al. 2003), citée par ILGA-Europe (dans *Social exclusion of young lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) people in Europe*, ILGA-Europe, IGLYO, 2006), rapporte que seulement 23% des jeunes pensent qu'une information suffisante sur les LGBT est donnée à l'école et seulement 1/5e disent que les enseignants en parlent en termes positifs !

(12) C'est l'auteur qui souligne.

Enquête à Madrid

Compte-rendu de Patrick Lombard

3



Le sociologue espagnol José Ignacio Pichardo Galan, professeur à l'Université de Madrid, a réalisé voilà deux ans une vaste étude sur l'homophobie à l'école. Invité à Liège en 2008 par l'association Alliège (www.alliège.be), il nous a communiqué les résultats de son enquête menée dans 14 écoles de Madrid, de villes proches et de Gran Canaria. 4500 élèves (de 11 à 19 ans) y ont participé en répondant anonymement au long questionnaire qui leur était proposé. A noter que les lycées privés, écoles essentiellement catholiques, avaient refusé de participer à l'enquête.

Voici, en bref, quelques-unes de ses constatations et conclusions.

Quelques chiffres d'abord : 85% des élèves aiment l'autre sexe, 5 % le même sexe ou les deux sexes ou bien ne savent pas définir exactement leur préférence ; 10% sont sans réponse. L'étude précise que, même sous le couvert de l'anonymat, beaucoup n'ont sans doute pas osé se définir réellement comme homosexuel-le-s. Il faut considérer aussi le tout jeune âge d'une partie des participants et leur difficulté à parler de sexualité. Aucune école n'est épargnée : en plus du questionnaire, les enquêteurs ont dialogué avec des membres du corps enseignant ; on a relevé des traces explicites de souffrances liées à l'homophobie dans tous les établissements concernés.

L'homosexuel-le souffre 3 à 4 fois plus que l'hétéro de harcèlement, et ce harcèlement augmente avec l'âge. La violence est essentiellement dirigée contre celles et ceux qui ne suivent pas le genre qu'ils sont censés représenter (machisme classique, en somme). A cet égard, le garçon serait plus homophobe que la fille. Être homme se résumerait donc à devenir macho ?

Beaucoup de violences sont homophobes sans l'être nommément.

L'école est signalée comme l'endroit le plus dangereux et le plus redouté par les jeunes homos (plus que la famille, la rue et les sorties...) Les jeunes se côtoient quotidiennement, se connaissent, se mesurent l'un à l'autre et ne sont donc pas tendres entre eux. Les injures furent souvent, les agressions verbales et même physiques ne sont pas rares.

Les plus isolées et désespérées d'entre les victimes peuvent aller jusqu'à la tentative de suicide, voire jusqu'au suicide lui-même.

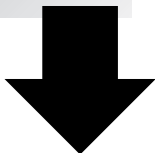
Il faut donc lutter contre l'homophobie afin de donner une image réaliste, naturelle et positive de l'homosexualité parce que, d'une part, le soutien familial est absolument absent et que, d'autre part, dans les pays latins à forte empreinte catholique, l'homophobie va croissant ; la victime normalise cette violence (« je suis homosexuel-le, je suis minoritaire, c'est normal et fatal qu'on me tape dessus... ») Il faudrait mener une lutte à plusieurs niveaux : intégrer dans les programmes scolaires un cours sur les différences, quelles qu'elles soient, y compris l'homosexualité. Alerter le monde politique, faire participer les associations de défense des droits des gays et des lesbiennes, organiser des conférences, des débats, des échanges réguliers avec les élèves. Assurer une formation aux enseignants et aux éducateurs sur la diversité sexuelle et les questions de genre. Habituer les enseignants à ne jamais hésiter à impliquer les syndicats en cas de problème, etc.

Nous avons tous un jour ou l'autre fait un geste méprisant ou de dégoût, prononcé une mauvaise parole, voire une injure, ou rejeté le comportement d'un proche, d'un ou d'une collègue, d'un ami, d'un membre de notre famille parce qu'il était différent et que son attitude, son style ou sa voix pouvait laisser croire que... En fait, l'homophobie est partout, à tous les âges et dans toutes les couches de la société, souvent invisible ou cachée, parfois inconsciente ou refoulée, mais elle est bien réelle ; elle peut blesser des personnes et laisser des traces terribles en elles, dans leurs familles, dans les écoles, sur le lieu de travail, dans la recherche d'un emploi, d'un logement... On n'imagine pas le nombre d'actes discriminatoires de ce type. Et si traiter publiquement quelqu'un de gouine, pédé, tapette, enculé... est un acte aujourd'hui puni par la loi, tout comme l'emploi de mots tels que nazi, sale arabe, sale juif, ces vocables s'entendent encore beaucoup trop souvent : il suffit de se balader le soir dans les rues de n'importe quelle ville.

Une enseignante fait part de son expérience en classe

Propos recueillis par Paul Wernerus

4



Nathalie (prénom d'emprunt) est prof de français et de sciences humaines dans le secondaire technique et professionnel (2e, 4e et 5e), options industrielles. Mariée et mère de trois enfants, deux grandes filles et un jeune ado. Elle travaille dans la région liégeoise.

ED: Pourquoi as-tu décidé d'aborder dans tes cours les thèmes de l'homosexualité et de l'homophobie ?

N: J'en ai eu assez des injures entendues régulièrement, auxquelles je réagissais bien sûr, mais de façon immédiate et limitée. Je me devais de faire plus et de voir pourquoi ces insultes appartenaient à leur langage quotidien. Je me suis aussi rendu compte qu'un élève était sans doute homo.

En tout cas, il était extrêmement mal à l'aise quand des réflexions ou des insultes homophobes étaient prononcées. J'ai donc voulu parler de l'homophobie mais aussi de toutes les formes de discrimination. Partir de l'homophobie pour susciter le débat, élargir le propos et lutter contre tous les préjugés - sexistes et racistes bien sûr, mais aussi vis à vis de toutes les différences : habillement, look, attitudes... - dont souffrent certains élèves.

ED: Quelle a été ta démarche ? Comment t'y es-tu prise ?

N: J'en ai parlé à un collègue ouvertement homosexuel qui m'a signalé que toutes les écoles secondaires avaient reçu un dossier très complet édité par la Communauté française (C.F.) intitulé : « Combattre l'homophobie » et que ce dossier devait se trouver à la salle des profs, où je l'ai trouvé. Je m'en suis donc servi cette année de la façon suivante : en réagissant sur le vif à une réflexion d'un élève vis à vis d'un autre, j'ai annoncé vouloir aborder la question et élargir le débat. J'estimais que c'était mon rôle d'enseignant de me préoccuper du bien-être de mes élèves et de les voir s'épanouir socialement. Si des élèves visés par de telles injures le vivaient mal, je n'avais pas à l'accepter!

Dans un premier temps, j'ai fait toute une introduction à l'aide des première et seconde parties du dossier de la C.F. sur le rôle d'intervention de l'école en cas de souffrance d'un élève, quelles qu'en soient les raisons, et que cela allait au delà du problème de l'homophobie.

Ensuite, j'ai fait quelques exercices à l'aide de la 3e partie du dossier, entre autres l'activité n° 7, « Les mots qui font mal », et l'activité n° 9, « Je dis non aux préjugés ». Mais cette année-ci, je compte inverser la démarche : partir d'activités de la 3e partie du dossier pour en arriver en conclusion au rôle de l'école.

J'ai également utilisé un film qui montre la vie au quotidien de trois grands adolescents dont deux sont explicitement homosexuels : *Beautiful Thing* (NDLR : référence Médiathèque C.F. : VBI368). Le film est intéressant à plus d'un titre parce que le milieu social décrit correspond assez bien à celui de nos élèves : banlieue d'une grande ville, difficultés économiques, chômage, conflits familiaux, etc.

ED: Aurais-tu des commentaires à faire sur l'utilisation du dossier de la C.F. ?

N: C'est un bon serviteur, un excellent outil, à adapter suivant la personnalité de l'enseignant. Il permet de faire sentir aux élèves que l'enseignant veut aussi aller au delà de l'homophobie en soulignant qu'il ne s'agit pas d'un petit « débat » mais d'un véritable cours qui s'inscrit dans la durée. Plusieurs périodes de cours sont nécessaires. On peut même à l'occasion faire la lecture de certains passages et laisser s'exprimer les élèves sur des événements qu'ils ont retenus ou vécus, des choses qu'ils ont lues ou enten-



combattre l'homophobie à l'école

dues, comme ce fait divers, l'histoire du gay qui s'est fait agresser chez lui par un homophobe qui s'était introduit dans sa maison pour y mettre le feu...

ED: N'as-tu pas eu l'idée de faire appel à une structure ou à un témoignage extérieurs à l'école ?

N: Les élèves de notre école vont déjà dans un centre de planning familial pour jeunes, le SIPS à Liège, où ils apprennent, entre autres informations, l'existence du CHEL, cercle des jeunes homos - ou bi - liégeois, ouvert à tous. J'ai aussi pensé inviter en classe des témoins sur divers thèmes - dont des homosexuel(le)s pour aborder l'homophobie. J'ai trouvé qu'il serait intéressant de ne pas annoncer aux élèves le sujet pour lequel cette personne - témoin serait là. J'avais même imaginé, histoire de démontrer l'absurdité et la bêtise des préjugés, que les élèves me disent après le cours qu'au début de celui-ci, ils ne s'étaient pas doutés de l'orientation sexuelle de la personne invitée. J'aurais donc pu leur dire : « Évidemment! Vous croyez pouvoir mettre une étiquette sur le front des gens ? » (*)

ED: Faut-il un environnement spécial: type d'écoles, collègues ... et des connaissances particulières, voire être homo, pour aborder ce sujet en classe ?

N: Non, bien sûr, il faut seulement être à l'aise avec sa propre sexualité. Par exemple, moi, je parle d'un sexe comme d'un nez ou d'une bouche, en utilisant le vocabulaire adéquat. J'en parle d'ailleurs comme de n'importe quel autre sujet. Bien sûr, j'ai aussi lu quelques articles scientifiques, j'ai assisté à une conférence, j'ai suivi l'une ou l'autre émission à la télé, mais le dossier de la C.F. donne déjà toutes les informations nécessaires.

ED: Quelle a été la réaction des élèves ?

N: Très négatives dans l'immédiat : commentaires moqueurs, rires, etc. En fait, c'est le démarrage qui est difficile. Mais après avoir dépassé ces réactions instinctives et superficielles, ils se sentent interpellés et certains même perturbés en me voyant en parler si facilement : « Madame, si vous en parlez, c'est que vous en êtes ! » Mais je refuse ces questions personnelles, c'est ma vie privée. Si je parle de l'ex-

cision, ils ne me demandent pas si je suis concernée. Ils me rétorquent alors que je suis mariée, mère de famille... Ce à quoi je réponds que cela ne signifie pas pour autant que je ne suis pas homo. Je les mets volontairement mal à l'aise pour leur démontrer qu'ils jugent sur les apparences. Il y a eu aussi des réactions beaucoup plus violentes : « Si j'avais un fils homo, je le tuerais ! » Certaines familles sont très opposées à l'homosexualité, quand c'est possible d'en parler... et le sujet est complètement tabou. D'autres garçons expriment aussi des fantasmes : deux filles ensemble ou un homme avec deux filles, c'est beau ! Mais deux hommes ensemble, ça les dégoûte. En les faisant prendre conscience que statistiquement il y a autour d'eux des élèves ou des profs qui ont une vie homosexuelle révélée ou pas, je leur dis que ça ne les regarde pas s'ils ne le disent pas. Et qu'ils ne sont pas nécessairement des « appâts » pour eux - toujours cette peur de la différence, comme dans le racisme. « Vous ne les intéressez peut-être pas non plus ! » Si un gay vous aborde en boîte en posant sa main sur votre épaule, ça a le même effet que pour moi quand je me fais draguer par un homme qui ne me plaît pas.

Il ne faut pas se sentir agressé, tous les homos ne vont pas vous draguer ou tomber amoureux de vous ! L'homosexualité n'est pas un vice, c'est une réalité, point!

De même, lors de la vision du film, très pudique, *Beautiful Thing*, certains ont manifesté leur malaise en feignant de s'en désintéresser, mais lors de la seconde moitié du film (deuxième heure de cours), c'était déjà différent. Bien sûr, quand arrive la scène du baiser entre les deux garçons, les élèves sifflent, mais finalement ce n'est ni plus, ni moins que pour une scène hétéro identique.

ED: Réactions des collègues, de la direction, des parents ? Réactions dans d'autres classes ?

N: J'ai eu un échange avec un collègue étonné de ma démarche, que par ailleurs il a fini par approuver... La direction, elle, a bien accepté ; elle a même marqué son accord pour l'invitation de témoins. Et du côté des parents, aucune réaction. Un seul incident à signaler : dans une classe, on a arraché et jeté en boule à terre une affiche du CHEL que j'avais apposée sur le mur du fond, parmi d'autres affiches, Oxfam, Amnesty... J'ai dit alors aux élèves que certains avaient dû être terriblement dérangés par cette affiche au point de l'arracher. J'ai précisé que cela ne faisait rien et que j'en avais d'autres en réserve. Et j'en ai placé une nouvelle, avec l'aide de certains élèves, bien en vue, en hauteur



combattre l'homophobie à l'école

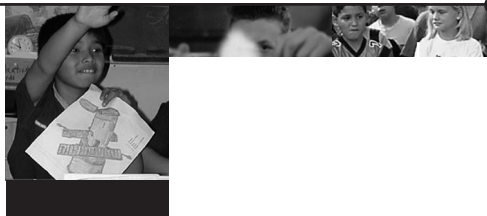
et difficilement accessible, au dessus du tableau. Elle y est toujours!

(*) NDLR : à la limite, que cela se voit ou non, où est la différence ? Les noirs sont noirs, ils ne peuvent le cacher. Pourquoi un gay devrait-il à tout prix masquer son éventuel efféminement et une lesbienne, son éventuel côté viril ?!

ED: Quels sont les résultats de cette démarche et du travail accompli ?

N: Tout d'abord, cela prouve qu'il est possible d'aborder ce sujet avec l'aide d'un outil tel que le dossier de la C.F. (NDLR : si votre école ne le possède pas ou plus, il est toujours disponible en téléchargement sur le site de la C.F.) Ensuite, cela a eu un impact certain sur les élèves, même si je manque de retour et de preuves concrètes. Il faudrait étudier cette année-ci si les élèves ont évolué. J'ai tout de même entendu, un peu plus tard dans l'année scolaire, des élèves en parler et manifester leur étonnement à l'annonce du licenciement, pour cause d'homosexualité, pensaient-ils, d'un professeur, qui aurait été victime d'homophobie... Je suppose donc qu'ils ont été sensibilisés à la question. Mais le fait d'avoir abordé le sujet en classe n'a pas non plus provoqué l'afflux d'élèves venant me confier leurs problèmes!





par Tanguy Pinxteren

Un bel outil inutile ?



Si le guide pédagogique, publié en novembre 2006 par le Ministère de la Communauté française, a constitué une réelle avancée politique, il n'a sans doute pas eu les effets escomptés. D'après la Ministre-Présidente Arena, il devait être le premier d'une série d'outils d'éducation à la citoyenneté, « ouvrir le débat au sein du monde scolaire et permettre à de nombreux jeunes et adultes de se sentir soutenus ».

Intention certes louable, encore eût-il fallu se donner les moyens de cette politique. En ma qualité de rédacteur principal de cet outil (ayant eu pleine liberté pour l'écrire), je ne m'attarderai pas à son contenu, qui m'apparaît aujourd'hui imparfait à divers égards mais était dans l'ensemble plutôt original et innovant par rapport aux outils similaires existant dans d'autres pays. Je voudrais plutôt émettre quelques critiques quant à la démarche méthodologique et au suivi.

Conception

Des membres du comité d'accompagnement ont soulevé à plusieurs reprises deux graves lacunes dans la conception de l'outil : le manque d'enquête de terrain préalable (sur les manifestations de l'homophobie, les besoins des écoles, les demandes des enseignant-e-s, ...) et l'absence



Combattre
Combattre
l'homophobie
l'homophobie

✱
✱ Pour une
école ouverte
à la diversité
✱ Pour une
école ouverte
à la diversité



homophobie

de méthode d'évaluation à long terme. Il était prévu au départ de mettre en ligne le guide pédagogique avec un forum et des mises à jour régulières, ceci permettant un enrichissement collectif des animations pédagogiques et un échange d'expériences. Les deux principaux concepteurs du projet (Gwendoline Allain et Luc Roger) ayant quitté respectivement l'une le cabinet Arena et l'autre l'administration de la CFWB peu de temps après la parution du guide, le suivi n'en a pas été assuré. En effet, personne n'en était chargé au sein de l'administration.

Diffusion

Imprimé en 3000 exemplaires, le guide a été envoyé à tous les établissements scolaires de la Communauté française mais la circulaire qui devait inciter les directions à l'utiliser et la lettre qui devait en informer les enseignants, elles, n'ont jamais été écrites. Vu l'aspect délicat que revêt cette thématique, il y a fort à parier que les affiches et affichettes accompagnant l'outil auront, dans de nombreuses écoles, fini leur course dans une belle armoire fermée, voire dans la poubelle de la direction. Interrogé à ce sujet en mai 2007, un collaborateur du cabinet Arena a déclaré que « ce n'était pas leur boulot de téléphoner aux écoles pour voir ce qu'elles avaient fait du guide ». On est en droit de se demander à qui d'autre incomberait cette tâche... Beaucoup d'enseignants, apprenant tardivement et de façon fortuite l'existence du guide, ont tenté d'en avoir un exemplaire mais aucune réimpression n'était prévue. Il aurait été judicieux, entre autres, de prévoir dès le départ de former un ou deux détachés pédagogiques qui auraient été chargés de présenter l'outil dans les écoles (à l'occasion de journées pédagogiques sur les discriminations, par exemple) et au sein des formations de l'IFC.

Evaluation

Rien n'a été prévu pour analyser les formulaires d'évaluation proposés à la fin du guide qui seraient éventuellement renvoyés par les utilisateurs. Pas de forum en ligne. Pas d'enquête a posteriori pour évaluer l'impact des animations pédagogiques à long terme. Aucune réunion du comité d'accompagnement après la publication du guide.

Bref, un coup dans l'eau ? Pas complètement : un débat a été initié dans certaines écoles, un certain nombre d'enseignants ont lu le guide, certains l'ont utilisé et l'utilisent encore. Il est néanmoins dommage de créer de tels outils sans vraiment penser aux moyens humains et financiers de les faire vivre...

**Par Tanguy Pinxteren,
auteur de « Combattre l'homophobie. Pour
une école ouverte à la diversité »**

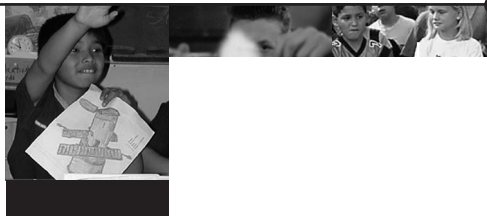
Combattre l'homophobie



**Pour une
école ouverte
à la diversité**



Une initiative de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française



Par Nico Hirtt

Décret « mixité » Les parents méritent mieux que des enquêtes fantaisistes



Les ASBL Elèves et Décret Lotto ont publié, à la mi-mars, une enquête menée par la Strategic Creative Consult sprl. Une enquête auprès des parents, commanditée par une ASBL acharnée à refuser toute régulation des inscriptions scolaires et réalisée par le patron d'un obscur bureau d'étude, de surcroît membre actif de ladite ASBL... Il y avait de quoi être méfiants. Nous étions cependant loin d'imaginer à quel point ça toucherait au grotesque.

Tout d'abord, le mode de constitution de l'échantillon est absolument inimaginable. Les auteurs affirment que «sur 14.500 familles concernées (à Bruxelles ou en Brabant), 1.000 ont répondu». Ils voudraient donc nous faire croire que ces 14.500 familles auraient été contactées personnellement. Or rien n'est moins vrai. Les ASBL Elèves et Décret Lotto ont simplement diffusé le questionnaire auprès de leurs sympathisants et auprès des directions d'écoles primaires, en demandant aux uns et aux autres de bien vouloir relayer l'initiative. Les écoles et les individus qui ont répondu à cette demande sont forcément ceux qui sont opposés au décret. N'importe quel débutant en statistiques aura compris que c'est la meilleure façon d'obtenir un échantillon complètement biaisé.

Une enquête biaisée et orientée

De plus, le préambule du questionnaire exprime haut et fort la position des organisateurs. On y parle de «génération sacrifiée», d'enfants «humainement mal placés». Ce type de propos rebute les uns, qui auront donc mis le questionnaire à la poubelle, et il oriente la réponse des hésitants. Signalons d'ailleurs que rien, dans la procédure d'enquête, ne permet de





décret «mixité»

vérifier si certains n'ont pas rempli le questionnaire plusieurs fois. Serait-ce surprenant de la part de gens qui ont pratiqué et encouragé les inscriptions multiples sans vergogne et qui n'ont souvent même pas eu l'élémentaire civisme de se désinscrire une fois assurés d'avoir une place ?

On ne sait d'ailleurs rien des neuf cents et quelques répondants : comment se répartissent-ils par profession, par niveau d'études, par type d'habitat, par sexe ? Ces questions sont pourtant le B.A.BA d'une enquête d'opinion. Les auteurs n'ont donc forcément pas pu appliquer les techniques de pondération qui permettent, en d'autres circonstances, de reconstituer un échantillon représentatif. Il est vrai qu'ici cette quête était perdue d'avance. Enfin, l'enquête n'a été réalisée qu'à Bruxelles et en Brabant Wallon, précisément là où les inscriptions multiples furent les plus nombreuses.

Tout cela, c'est un peu comme si l'on prétendait enquêter sur la fiscalité en n'interrogeant que les contribuables à plus de 100.000 € de revenu, au moment de leur passage au poste frontière de Sterpenich...

Nous-mêmes, à l'Aped, avons découvert le questionnaire via des parents qui l'avaient reçu par la direction d'une école primaire de Louvain-la-Neuve, pas précisément peuplée d'enfants de prolétaires. Ils nous interrogeaient : «J'ai reçu ceci. Je trouve les questions un peu 'orientées'. Faut-il répondre ?» Nous le leur avons vivement déconseillé car, effectivement, les questions étaient pour le moins «prévisibles». Ainsi demandait-on aux parents d'indiquer leur degré d'accord avec une série d'affirmations relatives au décret mixité. Sur les 13 formules proposées, 9 étaient négatives et 4 positives. Mais aucune ne pouvait convenir à celui dont l'avis était nuancé ou neutre. Par exemple, la réponse évidente «Le décret n'a rien changé pour moi» n'était pas proposée. Pas plus qu'une position prudemment positive comme : «Ce décret augmente l'égalité des chances entre parents lors des inscriptions». Ou : «Ce décret permet d'éviter les abus de certaines directions». Si j'avais dû participer à cette enquête, je n'aurais pu cocher aucune des cases proposées et mon opinion aurait donc été classée dans les «sans avis».

Pareillement, les propositions de solutions étaient formulées de façon à induire la réponse souhaitée. On propose par exemple de «revenir à la situation antérieure (qui) fonctionnait plutôt bien» ou alors de «revenir aux files, 1er arrivé, 1er servi (le décret 'inscriptions' précédent)». Le résultat est sans surprise : 70% des répondants se disent d'accord avec la première formulation (puisque'il paraît que «ça fonctionnait plutôt bien»), alors que le même pourcentage

rejette le retour au décret inscriptions (puisque ça serait «revenir aux files»). Or, cela n'a aucun sens : le principe du «1er arrivé, 1er servi» a toujours existé, de même que les files, qui n'avaient simplement pas lieu le même jour dans toutes les écoles. Mais cela, les participants à l'enquête n'en savent rien, puisqu'à l'époque leur enfant était encore en 5e ou en 4e primaire. Ils répondent simplement ce que suggèrent les questions.

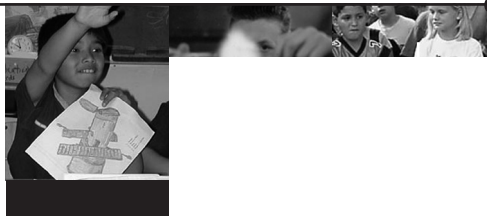
Et quand on en vient à la «gestion collective des préférences», cela devient : la «centralisation de la gestion collective des préférences selon des critères jugés objectifs». Sous-entendu : le méchant Etat central totalitaire veut imposer des critères arbitraires pour l'inscription de vos enfants : êtes-vous d'accord ? Gageons que même Joseph Staline aurait répondu : non !

Outre ce qu'elle nous révèle quant à la médiocrité du travail de la Strategic Creative Consult sprl, l'unique intérêt de cette étude est dès lors de nous informer quant aux avis des parents proches des ASBL Elèves et Décret Lotto. Et là, il y a tout de même quelques enseignements à ne pas négliger.

Des révélations aussi intéressantes qu'involontaires

Ainsi ai-je été heureux d'apprendre que 80% acceptaient de «permettre aux directions d'organiser des échanges» en vue de réguler les inscriptions. Voilà qui est fort intéressant, car cela signifie que même ces parents-là sont largement favorables au principe d'une gestion collective des préférences, du moins lorsqu'on la leur présente positivement. On notera aussi que les deux premiers critères de choix énoncés par 70% des parents sont la qualité et la proximité de l'école. Or, comment concilier ces deux exigences ? Comment obtenir que toutes les écoles soient des écoles de qualité et que tout le monde soit assuré d'obtenir une place dans une école de proximité ? Des armées de chercheurs en éducation comparée ont formulé la réponse depuis des décennies : par une régulation des inscriptions scolaires laissant moins d'espace au «libre marché» scolaire mais garantissant à chacun une place réservée dans une école de proximité et socialement mixte. Dommage que les concepteurs de l'enquête aient «oublié» de faire figurer cette proposition-là dans les solutions que pouvaient cocher les parents...

Nico Hirtt,
auteur de
«Je veux une bonne école pour mon enfant»
(à paraître prochainement aux éditions Aden)



par Tino Delabie

L'UNESCO compare l'enseignement de 16 pays d'Amérique latine

Cuba hors concours



Entre 2004 et 2008, l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a mené une étude comparative des performances scolaires de 16 pays d'Amérique latine. L'UNESCO a ainsi examiné les prestations de 196 000 élèves issus de 9000 classes (3065 écoles) de troisième et sixième années primaires. Et ce dans trois domaines : la lecture, les mathématiques et les sciences. Il ressort de cette étude (1), pour chacun des trois domaines, que les enfants cubains se distinguent très nettement.

Mathématiques en 3e année

Les résultats des enfants sont traduits en un nombre de points. Pour tous, la moyenne s'élève à 500 points. L'écart type est de 100 points, ce qui signifie que deux tiers des résultats de l'ensemble des élèves se situent entre 400 et 600 points (soit un écart de 100 points au-dessus et en dessous de la moyenne).

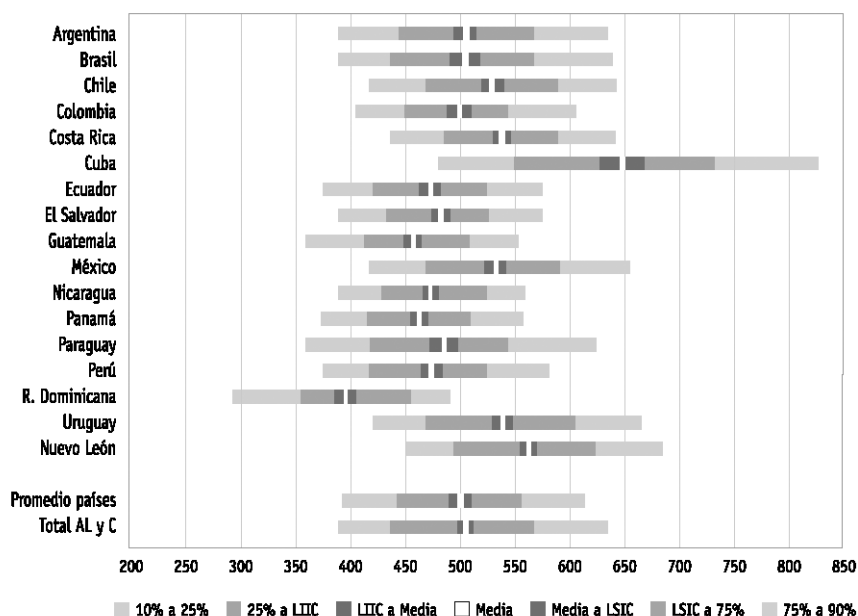
Quand on observe le diagramme par pays des résultats en mathématiques, on voit que la bandelette de Cuba est plus longue du côté droit que celles des autres pays (graphique p.22. Les élèves cubains de 3e primaire obtiennent ainsi un résultat moyen de 650 points en mathématiques, un niveau réservé, dans la plupart des autres pays, aux meilleurs élèves. On voit aussi qu'à Cuba seulement 14 % des élèves se retrouvent sous les 500 points (alors que pour toute l'Amérique latine, 50 % des enfants obtiennent des résultats inférieurs à ces 500 points).





cuba hors concours

GRÁFICO 2 PROMEDIO Y VARIABILIDAD DE LAS PUNTUACIONES EN MATEMÁTICA DE LOS ESTUDIANTES DE 3^{er} GRADO DE PRIMARIA EN CADA PAÍS



CUADRO 4 PORCENTAJE DE ESTUDIANTES DE 3^{er} GRADO DE PRIMARIA POR NIVEL DE DESEMPEÑO EN MATEMÁTICA EN CADA PAÍS

País	Debajo de I	I	II	III	IV
Argentina	10,46	32,77	31,13	15,17	10,47
Brasil	10,32	36,55	26,74	14,32	12,07
Chile	5,10	27,90	33,60	19,37	14,02
Colombia	8,57	38,60	33,19	12,97	6,67
Costa Rica	2,62	24,44	37,00	22,30	13,65
Cuba	1,09	10,19	16,95	17,41	54,36
Ecuador	14,34	45,48	28,12	7,91	4,14
El Salvador	10,31	45,00	31,80	9,25	3,64
Guatemala	17,34	50,06	25,07	5,46	2,08
México	5,15	28,85	30,70	19,71	15,59
Nicaragua	12,10	47,95	30,50	7,49	1,97
Panamá	15,98	49,69	25,15	6,42	2,75
Paraguay	15,87	37,88	25,50	11,56	9,20
Perú	15,24	45,42	25,95	8,61	4,77
R. Dominicana	41,28	49,27	8,49	0,84	0,13
Uruguay	5,78	25,95	30,03	19,29	18,95
Nuevo León	2,34	18,45	31,69	24,41	23,11
Total AL y C	10,19	36,03	28,26	14,30	11,23

Nota: Los estudiantes debajo de I son aquellos que no logran llegar al nivel I.



cuba hors concours

Le tableau suivant (cuadro 4, p.24) montre quel pourcentage d'élèves atteignent un niveau déterminé en mathématiques. Le plus élevé, le niveau IV, est atteint par 11,23 % de l'ensemble des enfants de 3e année en Amérique latine, mais par 54,36 % des petits Cubains. Si l'on considère les deux plus hauts niveaux ensemble, on obtient des pourcentages respectifs de 25,5 et de 72 %. Là où presque la moitié des enfants sud-américains (46 %) se contentent de scores aux deux niveaux les plus bas, ce pourcentage est de 11 % à Cuba. On est frappé par la différence entre Cuba et la République Dominicaine, pourtant sa voisine. Dans ce dernier pays, plus de 90% des élèves se retrouvent dans les deux niveaux les plus faibles, pour un seul pourcent dans les deux niveaux supérieurs. Les pays qui s'approchent le plus des résultats de Cuba sont l'Uruguay et le Mexique, plus précisément la Province de Nueva Leon qui apparaît distinctement dans le classement. Dans cette province mexicaine, seulement 20% des élèves se situent aux deux niveaux les plus faibles, pour 47,5% aux deux plus hauts niveaux.

L'UNESCO publie aussi un tableau sur les différences entre écoles rurales et écoles urbaines, ainsi qu'entre filles et garçons (Cuadro 5, p.25). Dans presque tous les pays concernés par l'étude, les résultats sont nettement plus mauvais dans les campagnes que dans les villes. A l'exception notable de Cuba et du Nicaragua. A Cuba, la différence est minime, à l'avantage des écoles urbaines. Au Nicaragua, les écoles rurales font même légèrement mieux que les écoles urbaines. Dans la plupart des pays sud américains, les prestations des filles et des garçons de 3e primaire en mathématique sont assez égales, avec en moyenne un léger avantage aux garçons. A Cuba, ce sont les filles qui font un peu mieux.

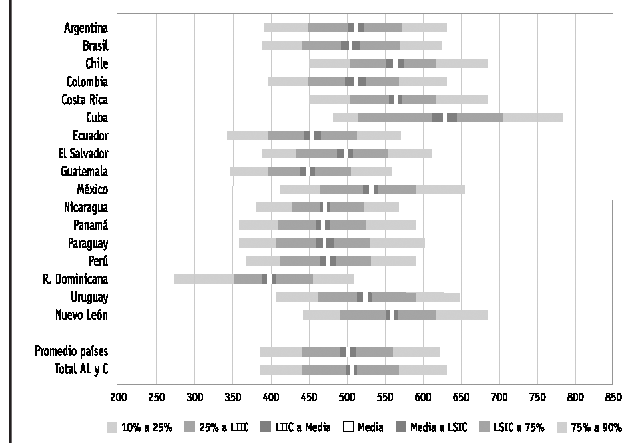
La lecture en 3e année

Au vu du diagramme présentant les résultats en lecture dans les différents pays (grafico 3, p. 27), c'est de nouveau la position exceptionnelle de Cuba qui frappe. Le niveau moyen des petits Cubains dépasse les 650 points et 25% d'entre eux obtiennent plus de 700 points. Derrière Cuba, viennent le Chili, le Costa Rica et la province mexicaine de Nueva Leon, avec des moyennes tournant autour de 560 points.

Là où 30 % des élèves latino-américains atteignent les deux niveaux supérieurs (III et IV), ce sont 72% des Cubains qui y parviennent, et 54% de Chiliens. Quand une moyenne de 32% de petits Sud Américains se trouvent aux deux niveaux les plus faibles, seulement 7% de Cubains et 11,5% de Chiliens peinent à ces

niveaux. Partout, les prestations sont meilleures dans les villes que dans les campagnes. Néanmoins, c'est à Cuba que l'écart est le plus réduit (16 points), même s'il reste significatif.

GRÁFICO 3 PROMEDIO Y VARIABILIDAD DE LAS PUNTUACIONES EN LECTURA DE LOS ESTUDIANTES DE 3º GRADO DE PRIMARIA EN CADA PAÍS

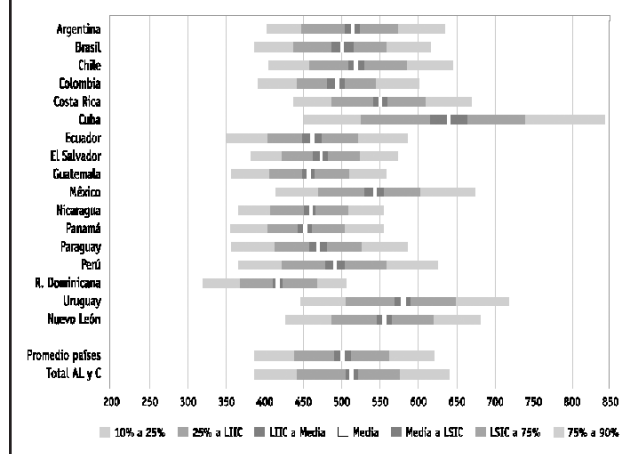


Mathématique en 6e année

Ici aussi, le graphique comparatif des prestations par nations montre l'avance de Cuba (grafico 4, p.31) : une moyenne d'environ 640 points, presque un quart des élèves obtenant au moins 750 points.

Pour l'ensemble de l'Amérique Latine, 44% des élèves de 6e se situent dans les deux niveaux les plus élevés, 77% à Cuba, 73% en Uruguay. A peine 4,5% des élèves cubains se retrouvent aux deux niveaux les plus faibles, contre 15,5% de moyenne pour l'ensemble du continent et 5% en Uruguay, le pays le plus proche des résultats cubains (cuadro 10, p.34).

GRÁFICO 4 PROMEDIO Y VARIABILIDAD DE LAS PUNTUACIONES MEDIAS EN MATEMÁTICA DE LOS ESTUDIANTES DE 6º GRADO DE PRIMARIA EN CADA PAÍS





cuba hors concours

Une fois de plus, c'est à Cuba que l'écart entre écoles rurales et urbaines s'avère le plus réduit (5 points), alors qu'en Uruguay ce même écart est de 52 points (cuadro 11, p.35).

La lecture en 6e année

Le graphique montre une nouvelle fois les résultats relativement forts de Cuba (grafico 5, p.37). Cependant, l'avance est ici moins marquante qu'au niveau de la 3e année. La moyenne des Cubains atteint « seulement » 600 points, alors que des pays comme le Costa Rica et le Chili se situent entre 550 et 600 points.

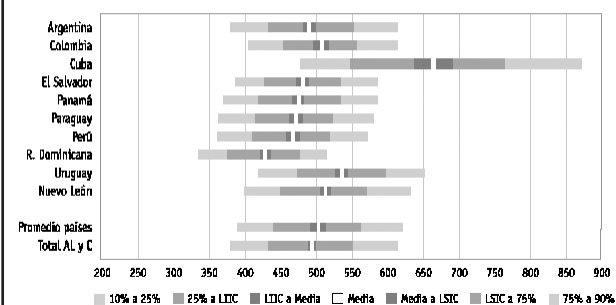
75% des élèves cubains se trouvent aux deux niveaux supérieurs, pour 71% au Costa Rica et 47% sur l'ensemble du continent. Aux deux niveaux les plus faibles, on retrouve 5,5% des élèves cubains, exactement comme au Costa Rica, mais c'est bien moins que les 17,5% répertoriés sur l'ensemble de l'Amérique Latine (cuadro 12, p.38).

La différence entre écoles urbaines et rurales (à l'avantage des villes) est de nouveau le plus réduit à Cuba (13 points), contre - par exemple - 33 points au Costa Rica (cuadro 13, p.39).

Les sciences en 6e année

Contrairement aux autres disciplines, seuls 9 pays et la province mexicaine de Nueva Leon ont participé à cette partie de l'étude. Et cette fois, on peut parler d'un véritable abîme entre Cuba et les autres pays étudiés. La moyenne cubaine atteint les 660 points et un quart des élèves dépassent les 760 points. Moins de 15% des jeunes Cubains se situent sous les 500 points. Par comparaison : la moitié des enfants d'Amérique latine sont sous ces mêmes 500 points.

GRÁFICO 6 PROMEDIO Y VARIABILIDAD DE LAS PUNTUACIONES EN CIENCIAS DE LOS ESTUDIANTES DE 6º GRADO DE PRIMARIA EN CADA PAÍS



La grande avance de Cuba apparaît aussi dans le tableau où sont comparés les résultats par pays et par niveau (cuadro 16, p.43). Globalement, seulement 14% des élèves relèvent des deux plus hauts niveaux. A Cuba, 65%, en Uruguay 27%. Les deux plus faibles niveaux regroupent 44% des jeunes Sud Américains. 9% seulement à Cuba, 24% en Uruguay.

CUADRO 16 PORCENTAJE DE ESTUDIANTES DE 6º GRADO DE PRIMARIA POR NIVEL DE DESEMPEÑO EN CIENCIAS EN CADA PAÍS

País	Debajo de I	I	II	III	IV
Argentina	5,32	37,73	43,04	12,73	1,17
Colombia	2,62	31,68	51,09	13,59	1,02
Cuba	0,26	8,78	25,92	30,31	34,73
El Salvador	3,78	44,73	42,55	8,23	0,71
Panamá	6,34	44,60	39,89	8,40	0,77
Paraguay	7,20	46,18	38,11	7,52	0,99
Perú	6,97	46,93	39,36	6,37	0,36
R. Dominicana	14,29	62,82	21,50	1,37	0,03
Uruguay	1,69	22,76	48,47	24,01	3,06
Nuevo León	2,59	30,98	47,78	16,38	2,28
Total países	5,18	38,72	42,24	11,40	2,46

Conclusions

L'enquête comparative de l'Unesco montre des résultats largement au-dessus de la moyenne latino-américaine pour les élèves cubains (de 3ème et de 6ème année primaire), que ce soit en lecture, en mathématiques ou encore en sciences. Nous connaissons en Europe l'enquête Pisa, qui compare les prestations en lecture, mathématiques et sciences des élèves de 15 ans. Comme dans l'enquête de l'Unesco, la moyenne se situe à 500 points et l'écart type est de 100 points. La Finlande y obtient en général la première place (avec une moyenne d'environ 550 points), mais l'écart avec les 10 pays suivants n'est que de quelques dizaines de points. La moyenne que Cuba obtient dans l'enquête de l'Unesco se situe au moins un écart type (100 points) au-dessus de la moyenne latino-américaine. Selon ce rapport de l'Unesco, Cuba se classe littéralement hors concours.

Les raisons du succès cubain

Le rapport de l'Unesco ne nous apprend pas grand chose sur les raisons des bons résultats de Cuba. Probablement pour ne pas trop gêner certains gouvernements, le rapport se contente de commentaires explicatifs plutôt généraux et superficiels. On note qu'il y a une corrélation positive entre le PNB par habitant et les résultats scolaires (un pays plus riche obtient de meilleurs résultats) et une corrélation négative entre le coefficient «Gini» et les résultats scolaires (un pays moins inégal dans la redistribution des revenus obtient de meilleurs scores scolaires).



cuba hors concours

On note également qu'il y a des facteurs propres au système d'enseignement de chaque pays ...

L'Aped a organisé ces dernières années plusieurs voyages d'étude à Cuba. La très grande majorité des participants ont pu vérifier sur place à quel point l'enseignement était vraiment une priorité.

Nous relirons utilement quelques extraits d'un article écrit par Jean-Pierre Kerckhofs (qui a fait ce voyage) :

« L'école est obligatoire jusqu'à 16 ans, ce qui est exceptionnellement élevé pour un pays du Tiers Monde. Elle est entièrement gratuite, y compris dans le supérieur. L'Etat Cubain consacre presque 10 % du PNB à l'enseignement.

Sans entrer dans le détail des structures, il est important de signaler qu'il y a un tronc commun de formation jusqu'à 15 ans. Les jeunes reçoivent une formation générale poussée tout au long de leur scolarité. L'Histoire se voit attribuer une place importante. Ainsi que la formation politique et idéologique. On a pu apprécier le haut niveau de maturité des jeunes Cubains. Nous avons également pu constater que la formation en langue maternelle et en sciences est de très bon niveau. Mais si la formation théorique est de grande qualité, elle est associée à une formation pratique sérieuse. L'objectif avoué étant de ne pas séparer les jeunes entre « intellectuels » et « manuels ». On veut que tous les jeunes comprennent la réalité concrète du travail en usine et du travail agricole. Aussi bien le vécu des travailleurs que la production elle-même. Par exemple, dans les écoles rurales, les élèves produisent eux-mêmes tout ou partie de ce qui est consommé à la cantine. Ils disposent d'un potager en primaire et de champs cultivés déjà plus conséquents dans le secondaire. Les écoliers des villes, eux, consacrent un mois au travail à la campagne.

Au delà de 15 ans, les élèves sont orientés vers une filière technique qui les prépare à un métier ou vers une filière générale qui les prépare à l'université. Mais dans les deux cas, la formation globale n'est pas négligée. La formation générale reste exigeante en technique. Et la formation pratique est toujours présente dans les filières plus théoriques. Même en dernière année d'université, les élèves participent aux travaux des champs.

On pourrait évidemment se demander comment un tel niveau théorique peut être atteint malgré le temps passé en usine et aux champs. Il ne s'agit nullement d'un miracle : les jeunes cubains ont de longues journées scolaires. Elles s'étalent habituellement de 7h 30 à 18h 30. Mais jamais nous n'avons eu l'impression qu'un tel horaire représentait pour eux un fardeau. Il faut préciser qu'en plus des cours théoriques et des cours et stages pratiques, la formation artistique (musique, peinture, etc.) et

sportive est loin d'être négligée, ce qui rend les journées très variées. Bien sûr, cela demande des moyens en encadrement. Malgré les difficultés, ces moyens sont dégagés. Même pendant la « période spéciale » (NDLR : celle où Cuba dut faire face à la disparition du bloc soviétique, avec lequel il entretenait des échanges économiques déterminants) aucun poste n'a été supprimé ».

(1) Références de l'étude, disponible en ligne au format pdf (toutes les références renvoient aux tableaux et graphiques de ce document) : Los aprendizajes de los estudiantes de América Latina y el Caribe, Resumen Ejecutivo del Primer Reporte de Resultados del Segundo Estudio Regional Comparativo y Explicativo, Unesco en LLECE (Laboratorio Latinoamericano de Evaluación de la Calidad de la Educación).





C02, embouteillages et libéralisme scolaire

Hier, vers 16h30, je roulais sur le ring de Nivelles où, comme toujours à cette heure-là, se forment quelques bouchons à l'approche de ronds-points où la circulation doit se rabattre sur une seule bande. L'immense majorité des conducteurs, qui sont polis et disciplinés, y prennent sagement leur place dans la file de droite et roulent au pas. Malheureusement, il se trouve toujours l'un ou l'autre malotru qui se croit plus important que les autres et perturbe ce bel équilibre par des manœuvres de dépassement qui ralentissent tous les autres.

Et hier ça n'a pas raté : un immense 4x4 est arrivé à grande vitesse, il a doublé toute la file des voitures pour se rabattre à la dernière seconde en forçant le passage. D'habitude ça m'énerve. Ici, j'ai rigolé, car sur sa vitre arrière, ce jean-foutre avait apposé une banderole autocollante : «Je cherche une école de mon choix». Signé : «asbl ELEVEs». Toute l'arrogance et toute l'imbécillité de l'égoïsme bourgeois se trouvaient ainsi réunis en un magnifique trio symbolique ! Rien à cirer du réchauffement de la terre, du moment que je puisse jouir du confort de mon 4x4 ! Rien à cirer que l'attente pour les autres conducteurs se prolonge, du moment que moi je ne fasse pas la queue ! Rien à cirer que l'école belge soit la plus inégale au monde, du moment que moi je trouve une bonne école pour mes enfants...

Cher monsieur, ce sont vos enfants qui souffriront demain du réchauffement climatique que vous provoquez. Ce sont vos enfants qui échoueront demain - selon toute probabilité statistique - dans l'école élitiste que vous aurez choisie et qui se retrouveront - tout aussi probablement - dans une des écoles de relégation que vous aurez contribué à créer. Enfin, sachez aussi que ce sont vos enfants et vous même qui perdrez du temps dans les embouteillages que provoqueront à 8h et à 16h30 les milliers de parents qui feront comme vous, lorsque vous prendrez votre 4x4 pour aller conduire vos enfants depuis votre villa brabançonne jusqu'à l'école de votre choix... NH

Contre la crise : changer l'eau du bain culturel

La crise et la « gauche », de quelle crise parle-t-on ? C'est sous ce titre que le collectif Le Ressort a signé une carte blanche, publiée dans la Libre Belgique le 10 décembre. Synthèse de l'actualité économique, intéressante car indépendante. Les auteurs, après avoir réglé leurs comptes respectifs à la droite et à la gauche social-démocrate, avancent des propositions «ni spécialement originales, ni outrageusement révolutionnaires, mais susceptibles de contribuer à une véritable transformation de la société, avec l'intérêt général comme lanterne». Parmi celles-ci, il en est une qui nous tient particulièrement à cœur. Nous ne résistons pas à la reproduire ici : «un travail fondamental d'éducation populaire évitant les discours moralisateurs tout autant que les discours poujadistes. Un travail qui permette à chacun de se forger les outils pour interroger le monde et le transformer. Il faut changer d'urgence l'eau du bain culturel dans lequel nous baignons depuis si longtemps qu'on en a oublié que d'autres façons de nager ensemble sont possibles.» PhS
Blog d'un des signataires: <http://pierre.eyben.be/article348.html>



Grèce : surprenante explosion des étudiants ?

En décembre dernier, la presse et le grand public découvraient la colère de la jeunesse grecque à l'encontre de son gouvernement et de sa police notamment. Comme de coutume, les médias dominants s'inquiétaient, d'une part, des accès de violence des jeunes et du comportement des bandes d'anarchistes, et d'autre part, de la corruption et de l'immobilisme de l'Etat ... Bref, faisaient dans le sensationnalisme et restaient à la surface des choses. Même dans la « presse de référence », il fallait avoir une vue particulièrement perçante pour déceler ici ou là un début d'explication de la révolte profonde qui gronde en Grèce. Pourtant, le pays est secoué depuis deux ans au moins par des mouvements populaires, entre autres pour défendre un enseignement démocratique remis fondamentalement en cause par le gouvernement actuel. Nous en avons parlé régulièrement sur notre site (voir rubrique Europe > Grèce) et dans ces colonnes. Pourquoi les médias généralistes n'en ont-ils pas fait autant ? Poser la question est déjà y répondre un peu ... PhS

Turtelboom veut durcir les conditions d'accès des étudiants non européens

C'est sous un titre très explicite, « Visa étudiant : une réforme aux relents xénophobes », que le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion attire notre attention sur un projet de loi de Turtelboom, ministre Open VLD de la Migration. Prenant prétexte d'une directive européenne qu'elle radicalise outrageusement, la ministre libérale veut durcir les conditions d'accès des étudiants non européens à notre enseignement supérieur. Avec quatre nouvelles exigences envers les candidats. Il faudrait désormais démontrer sa connaissance de la langue du programme d'études visé, prouver que l'on a souscrit à une assurance maladie dans son pays d'origine, provisionner ses frais de retour et fournir un certificat prouvant l'absence de condamnation pour crimes ou délits de droit commun. Ces exigences sont soit en contradiction flagrante avec la philosophie de la coopération universitaire au développement, soit des filtres financiers hyper sélectifs, soit totalement incohérents par rapport à des pays où la justice condamne en dehors de tout respect des Droits de l'Homme et de l'Enfant. De plus, la ministre ouvre la porte à l'arbitraire en estimant pouvoir demander, elle ou son délégué, tout document administratif complémentaire. Enfin, elle compte durcir les conditions de renouvellement du visa des étudiants déjà admis en Belgique. Ce projet est rejeté en bloc par les institutions d'enseignement supérieur, francophones comme flamandes. Ce qui est particulièrement écoeurant ici, c'est de voir Turtelboom profiter de l'occasion pour alimenter le fond de commerce xénophobe avec les scies habituelles : « il y a trop d'abus », « il y a un véritable business lié à l'entrée de soi-disant étudiants ». Et utiliser le sempiternel argument (abusif) : « l'Europe nous y oblige ». PhS

Source : <http://www.asbl-csce.beljournal/JourColl64.pdf>, pages 12 et 13



Difficultés en lecture : tout sauf une fatalité

En 2002, sous la houlette de Jules Jasselette, alors échevin de l'enseignement, les écoles fondamentales de la Ville de Liège avaient lancé l'opération « Cap sur la lecture ». En collaboration avec le service de pédagogie de l'Université de Liège (ULg). L'accent a été mis sur l'inférence logique, soit la capacité de comprendre le non-dit du texte et de déduire toute une série d'informations. Concrètement, il s'agit d'un véritable travail de fond, entamé dès la maternelle. Formation dispensée à (presque) tous les enseignants (avec l'ULg), achats massifs de livres pour achalander les bibliothèques d'écoles, coins lecture, ouverture aux mamans (e.a. cours d'alphabétisation), cercles de lecture, lecture d'énoncés en mathématique, lecture d'images et d'affiches, invitation à fréquenter la bibliothèque du quartier, etc. Et les résultats suivent : tous les élèves de 3ème primaire sont testés depuis 2004 sur leur capacité à inférer. Et retestés deux ans après en 5ème. Les performances moyennes augmentent de 6 unités, alors que les normes internationales s'accordent sur des valeurs de progression de 0,2 à 0,4 par année. Une évolution très conséquente, mesurée trois années de suite. La dispersion autour de la moyenne (le fameux écart type) diminue de 3e en 5e. En fait, ce sont les pourcentages d'élèves aux scores les plus faibles qui chutent brutalement de 2004 à 2008. CQFD.

PhS (source : le Soir du 23.01.09)

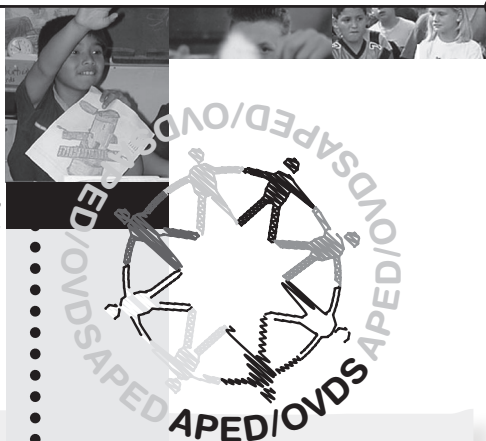
Ecoles : notre affaire à tous !

Jacques Liesenborghs est un nom familier des lecteurs de la presse. Cela fait longtemps qu'il occupe les colonnes dévolues à l'enseignement dans plusieurs journaux belges francophones (Le Soir, La Libre Belgique, Le Ligueur, La Cité). Les éditions Couleur Livres viennent d'éditer un recueil de quarante et un de ses textes parus entre 1980 et 2008, divisés en sept chapitres thématiques. Avec une plume alerte et directe, l'auteur a dénoncé très tôt les inégalités, les dérives du marché scolaire et la marchandisation de l'enseignement. Il a aussi réfléchi à la nature du métier de «prof» et d'«institut», ainsi qu'aux sens des savoirs. Auteur de la postface, Philippe Meirieu parle de lui comme d'un «militant pédagogique». Seule ombre au tableau : on se demande quelle mouche a piqué Liesenborghs de citer Jacques Attali dans son essai Une brève histoire de l'avenir pour étayer son propos. Attali, vous savez, ce technocrate libéral conseiller intemporel des princes qui nous gouvernent, jadis au service de Mitterrand, aujourd'hui de Sarkozy. Peut-on faire confiance à quelqu'un qui a dernièrement conseillé aux Français de consommer et de s'endetter pour vaincre la crise financière ?! (in L'Express, 6 novembre 2008). A part cette réserve, les réflexions de l'auteur ne manquent jamais d'intérêt. Ecole : notre affaire à tous !, éd. Couleur Livre, Charleroi, 2008, 155 p.

B. L.

Voici un aperçu des activités récentes et à venir
de notre association. A vos agendas !

en action



Bruxelles, mardi 21 avril à 18 h.30

**«Quelle est la situation de l'enseignement dans le Tiers
Monde et quel rôle l'Occident y joue-t-il ?»**

A l'occasion de la visite en Belgique d'un groupe d'enseignants sénégalais, l'asbl Malem Auder et l'Aped organisent conjointement une conférence-débat qui s'annonce passionnante au vu des intervenants annoncés:

François Houtart, directeur du Centre Tricontinental (CETRI), initiateur du Forum Social Mondial et grand spécialiste du Tiers Monde.

Jean-Pierre Kerckhofs, président de l'Aped, coordinateur d'un dossier de «l'Ecole démocratique sur l'école dans le tiers monde».

Deux témoins sénégalais: **Abdoulaye Diallo**, instituteur, président de la section locale du SELS (syndicat libre des enseignants du Sénégal) apportera un témoignage sur le vécu quotidien dans une région rurale du Sénégal. Et **Papa Diop**, professeur de français dans l'enseignement secondaire.

Rendez-vous salle Penthouse, maison communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12
à 1160 Auderghem
(métro Hermann-Debroux).



en action

Bruxelles, samedi 25 avril

Réunion des membres adhérents

Nous voulons renouer avec un mode de fonctionnement traditionnel de l'Aped/Ovds, malheureusement délaissé depuis la publication de notre programme d'Ecole commune : la réunion (trois ou quatre fois l'an) des membres qui souhaitent s'investir dans le projet de l'association. Nous y débattons de questions d'actualité, de fond et de stratégie militante. Faire avancer le schmilblick, donc. Cette fois-ci, nous bouclerons le programme des « 6 heures » du 17 octobre prochain. Il sera encore temps de venir avec l'une ou l'autre idée concrète.

Rendez-vous de 10 à 13 heures au « Buurthuis » (coin du Bd Anspach et de la Rue Jardin des Olives, près de la place Fontainas, métro Bourse ou Anneessens).

• Samedi 17 octobre à Bruxelles •

!!! Six heures pour l'Ecole démocratique !!!

C'est maintenant un événement qui rythme la vie de notre mouvement : tous les deux ans, une journée d'étude, réunissant de 200 à 300 participants, francophones et flamands. Au programme : des ateliers, des promenades thématiques, des pauses conviviales ...

Le programme est en cours de constitution. Mais vous pouvez d'ores et déjà bloquer cette date.



Gaza dans nos classes

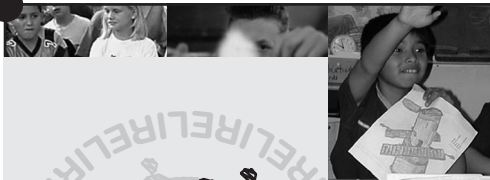
Marianne Blume, **Gaza dans mes yeux**,
éd. Cortext 2008 (PAC), 230 p., 14 €

Voilà un livre -sans esbroufe- dont les professeurs du secondaire pourront faire des lectures en classe.

L'auteure, belge, a enseigné dix années durant - de 1995 à 2005 - comme coopérante APEFE à Gaza : elle y était chargée d'une filière de français à l'université El-Azhar. Avec un naturel et une simplicité jamais pris en défaut, elle nous raconte, tout en nuance, mais avec colère, une bande de Gaza «prison à ciel ouvert». Les chapitres thématiques allient anecdotes et réflexion. Marianne Blume est particulièrement sensible aux ravages psychologiques de l'enfermement, de la peur, des humiliations quotidiennes et des violences sur les enfants et les étudiants qu'elle côtoie. Mais elle évoque aussi les check-points, les bombardements, les incursions et démolitions, la résistance, la religion, les femmes, les hommes, l'hospitalité et la fête, les peines et les joies quotidiennes. Nous voilà à mille lieues des représentations caricaturales destinées à servir le projet colonial israélien.

Un livre d'une brûlante actualité.





Roberto Saviano
et Fabrizio Gatti

Infiltrés

Outre leur nationalité, ces deux jeunes journalistes italiens présentent bien des points communs. Et cela nous donne deux ouvrages passionnants de bout en bout. Dont des extraits pourront être lus en classe.

Tous deux se sont risqués au cœur même des systèmes qu'ils entendaient dénoncer : la camorra pour l'un, le trafic d'êtres humains pour l'autre. Tous deux ont doublé leurs observations personnelles d'une étude minutieuse des sources d'information disponibles (presse, archives judiciaires, etc.) Tous deux nous livrent certes leur lot de récits révélateurs, mais se refusent au sensationnalisme. Ils nous donnent, par leur analyse systémique, les clés pour comprendre des pans entiers du monde contemporain. Enfin, ce qui ne gâche rien, nous avons affaire à d'authentiques écrivains, servis par des traductions impeccables !

Roberto Saviano,
**Gomorra. Dans l'empire
de la camorra,**
Gallimard 2007, 359 p., 21 €

«Ce ne sont pas les camorristes qui choisissent les affaires, mais les affaires qui choisissent les camorristes». Traduisez : le système mafieux ne se développe pas à la marge de l'économie «légale»; au contraire, s'il prospère, c'est qu'il en sert les intérêts. «En terre de camorra, comprendre les mécanismes de domination des clans, leurs moyens d'enrichissement, leurs circuits d'investissement, c'est comprendre comment fonctionne notre temps, partout et pas seulement sur un territoire circonscrit.»

Saviano ne voulait cependant pas nous servir un énième essai sur la mafia. On est plutôt ici en présence d'un repor-

FABRIZIO GATTI

Bilal sur la route des clandestins



tage littéraire, avec toute l'humanité que cela suppose. Né à Naples en 1979, philosophe de formation, habité par une profonde colère envers ce que la camorra a pu faire de sa région, il désirait «comprendre s'il était encore possible de donner les noms, un par un, de montrer les visages, de déshabiller le corps du délit et de trouver sa place dans la construction du pouvoir. Si l'on pouvait encore suivre comme des cochons chasseurs de truffes les dynamiques du réel et de l'affirmation de l'autorité, sans métaphores, sans demi-mesures, uniquement avec la lame de l'écriture.»

Et il est allé fort loin dans ce désir. Secteur par secteur, il nous relate l'organisation des clans, leurs activités, leurs guerres internes, quelques-uns de leurs actes de barbarie. Il donne des noms, tous les noms qui comptent, parmi ces «entrepreneurs» qui poursuivent un seul but : le pouvoir le plus absolu possible (avant que la mort violente ou la prison à vie fassent place à d'autres), au mépris le plus total des conséquences humaines, sociales et environnementales. Pourtant, si sa charge lui vaut d'être menacé de mort par la camorra - et de vivre désormais un enfer -, c'est sans doute parce qu'elle est iconoclaste : bien sûr, la mafia continue de faire de l'argent avec ses trafics illégaux traditionnels (drogues, êtres humains, etc), mais elle s'est surtout parfaitement adaptée à l'économie capitaliste mondialisée, en sous-traitant des parts entières du commerce des armes, de la construction ou de la confection (e.a. pour les plus grandes maisons de mode italiennes). Avec des effets dé-

vastateurs, parfois bien loin des terres abandonnées à sa loi.

Fabrizio Gatti,
Bilal sur la route des clandestins,
éd. Liana Levi 2008, 478 p., 21 €

«Je cherchais à comprendre pourquoi des milliers d'hommes et de femmes s'embarquent sur des rafiots destinés à couler.» [...] Pourquoi ne renoncent-ils pas ? Ne sauvent-ils pas leur peau ? Ne font-ils pas demi-tour ? Je voulais découvrir ce que la route pour l'Europe a de plus effrayant que la mort en mer. Et je l'ai découvert. Ici dans le désert, j'ai rencontré des morts-vivants.»

Le journaliste italien s'infiltré parmi les émigrants africains qui rêvent d'atteindre l'Europe via le terrible désert du Ténéré, la Lybie et la non moins mortelle Méditerranée. Il parvient même à pénétrer dans la cage sordide du centre de rétention de l'île de Lampedusa, Italie. Il en revient avec un livre impressionnant. Tant par son contenu que par sa qualité littéraire (bravo au traducteur JL Defromont). Certes, les grands médias nous ont déjà informés des flux migratoires, de la «forteresse» de l'espace Schengen, du trafic des êtres humains, de la mort de nombreux candidats à l'exil, de l'existence des centres fermés pour étrangers et des déportations. Mais Gatti a risqué sa peau pour nous rapporter un témoignage plus en profondeur, au plus près de la réalité concrète de ces «morts-vivants» prêts à tenter le tout pour le tout. Et qui ne maîtrisent plus rien de leur destin, une fois dans les griffes de ce marché de dupes. Un témoignage admirable d'humanité, de fraternité, d'intelligence et d'engagement. Un document unique aussi pour ce que nous apprenons sur le système du nouvel esclavage international. Car jamais l'auteur ne se laisse distraire de son objectif premier : rendre compte de ce qu'il observe, nous donner à comprendre notre monde, en somme.

Ph. Schmetz

